

Recherche sociologique sur l'acceptabilité sociale de la salle de consommation à moindre risque et son impact sur la sécurité, la salubrité et la tranquillité publiques

Marie Jauffret-Roustide, sociologue, coordination scientifique

Isabelle Cailbault, ingénieure de recherche, psychosociologue

Carole Chauvin, ingénieure d'études

Mireille Lebreton, assistante de recherche

Estelle Filipe, ingénieure d'études en sciences sociales

Candy Jangal, ingénieure de recherche, géographe

Viet Chi Tran, mathématicien, professeur



Design et méthodologie

- 1. Analyse de la presse nationale et locale - 1990 à 2020**, évolution de la **controverse** sur les SCMR, 4 sphères : politiques, riverains, professionnels de la réduction des risques et usagers de drogues.
- 2. Étude écologique sur les traces de consommation dans l'espace public** et analyse d'impact de la SCMR sur la salubrité, observations ethnographiques et séries temporelles **(2016-2018)**.
- 3. Étude socio-anthropologique sur l'acceptabilité sociale des SCMR**, intégrant l'expérience vécue et les perceptions menées auprès des parties prenantes, à partir d'entretiens semi-directifs. Observations ethnographiques menées dans les espaces de concertation locaux et nationaux de **2013 à 2021**.
- 4. Analyse quantitative des opinions vis-à-vis des SCMR** à partir des données de l'enquête **EROPP** de l'OFDT (édition **2018**), analyses secondaires menées par l'Inserm.

Cadre théorique sociologie pragmatique : Symétrie dans l'analyse des discours et des interactions entre acteurs et étude des évolutions de positionnements, intrication des niveaux micro et macro.



Contents lists available at ScienceDirect

International Journal of Drug Policy

Journal homepage: www.elsevier.com/locate/drugpo



Drug consumption rooms: Comparing times, spaces and actors in issues of social acceptability in French public debate



Marie Jauffret-Roustide^{a,*}, Isabelle Cailbault^{a,b}

^a *Cerme 3 (InsERM U988/UMR CNRS 8211/EHESS/Paris Descartes University), 45 rue des Saint Pères, Paris, France*

^b *Qualisat, Boulogne, France*

ARTICLE INFO

Keywords

Drug consumption rooms
Controversy analysis
Harm reduction
Drug policy
Stakeholders

ABSTRACT

Background: In October 2016, the first French drug consumption room (DCR) opened in Paris. We propose to examine the process through which this issue has been framed as a matter of public concern, after being ignored for almost 20 years. Our analysis of the controversy on DCRs investigates how public conversations on harm reduction evolve according to the time period (from the 1990s to the present), scale of discourse (local vs. national), and involved actors (politicians, professionals, local residents, and drug users).

Methodology: Our methodology includes analyses of media content: we reviewed 1735 articles published between 1990 and 2017. Our theoretical approach is in line with the sociology “des épreuves” derived from pragmatic sociology and controversy analysis. This approach goes beyond interactionism by attempting to place situations back into broader sociological realities. We also pay special attention to governance, a political lens that focuses on local aspects of negotiations and on the implication of a variety of actors.

Results: While the current debate on DCRs in France draws on constraints and resources already present in the harm reduction debate of the 1980s, it also repositions itself by avoiding moral argumentation and featuring less confrontation in the professional sphere. Today, we can see that the center of this tense debate has shifted from the professional sphere to the political and residential spheres. Most often, residents advance concerns that are not directly related to drug users themselves, but that derive from their apprehension of living in a displaced and stranded neighborhood. The public conversation leaves little room for drug users, even though they are the primary stakeholders of harm reduction and play a crucial role in DCR advocacy.

Conclusion: Our work reveals that the controversy about DCR is the product of complex interactions between different kinds of actors: harm reduction professionals, political actors at the local and national levels, local residents, and drug users. Comparing different instances of public debate reveals the specific limitations and potentials for change in French drug policy.

Déplacement du débat : sphère professionnelle à la sphère politique

- 1735 articles analysés de 1990 à 2018. Le débat sur les SCMR est quasiment inexistant dans la presse avant 2009 (1% des articles). Depuis 2010, consensus **chez les professionnels de santé et de réduction des risques en faveur des SCMR dans le débat médiatique.**
- Dans la sphère politique, les arguments mobilisés par les opposants concernent **le déni de responsabilité individuelle**, le **coût financier** trop élevé des SCMR, la crainte du **prosélytisme / jeunesse** et **le refus de renoncer à l'idéal d'une société sans drogues.**
- Les arguments politiques des défenseurs des SCMR mobilisent le **devoir de l'Etat de protéger les plus vulnérables**, et des valeurs de tolérance intégrant les SCMR dans **un processus de "civilisation"**.
- Importance de l'engagement des **élus locaux** dans le débat médiatique et dans la décision d'implantation de la SCMR.

Sphère riverains et usagers – des enjeux autres que la SCMR

- Le discours des résidents est souvent caricaturé dans les medias, réduit à la contestation et au phénomène NIMBY. Mobilisation exclusive du registre de **sécurité et ordre public**.
- Volonté de **dramatisation des medias** : « *Allons-nous attendre que quelqu'un meure dans le quartier pour faire réagir l'Etat* » et **mise en scène de la violence** dans certains medias locaux, par des échanges violents entre riverains et usagers mis en scène par la presse.
- Le **traitement médiatique de la SCMR est en décalage avec les entretiens** réalisés dans la recherche socio-anthropologique qui montrent la persistance de **tensions et de craintes**, mais des positionnements plus variés, avec des riverains et collectifs en faveur de la SCMR.
- Dans la presse, la **parole des usagers de drogues est très peu représentée** (5 fois moins que les riverains et 20 fois moins que les acteurs politiques). Reportages à l'étranger, accent sur SCMR vécu comme refuge protecteur et sentiment de discrimination.

**Etude écologique sur les traces de
consommation dans l'espace public –
impact de la SCMR sur la salubrité**

Méthodologie de recueil

○ Recueil des indicateurs « traces » de consommation

- Un recueil ethnographique constitué de compte-rendus de sorties de terrain complétées par des photos (2016-2018)

- Entre le 21 mars 2016 et le 27 juin 2018, **570 photos** de traces de consommation collectées dans le périmètre de la SCMR. Un seul enquêteur en charge de la collecte, limiter les biais d'observation.

- **Périmètre de collecte** : identique depuis le démarrage de l'étude, avec adaptations en fonction de nouveaux lieux repérés

• Objets recensés sur les photos et les CR

Seringues /Aiguilles

Présence de sang

Tampons secs

Doseurs

Fioles d'eau

Flacons de méthadone

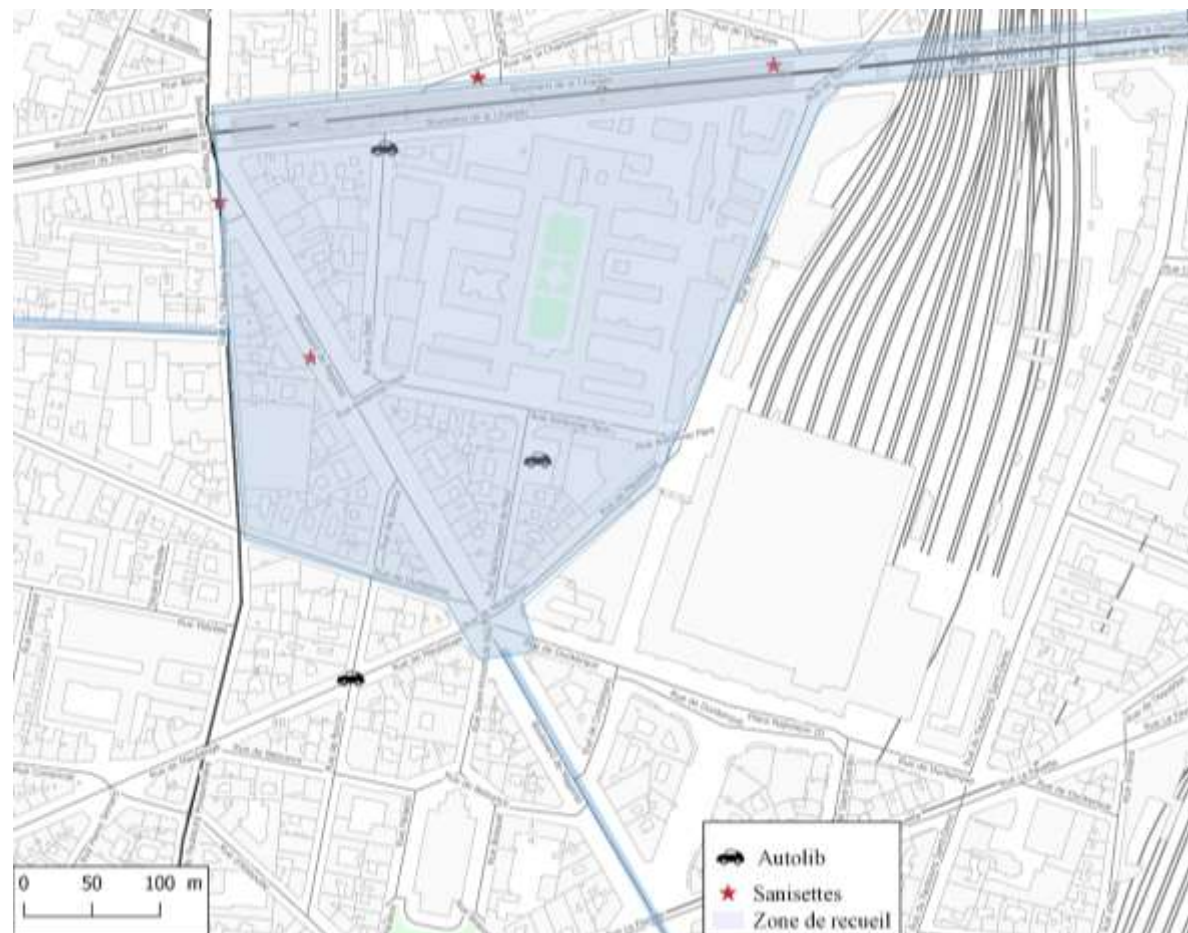
Emballages médicaments

Emballages steribox

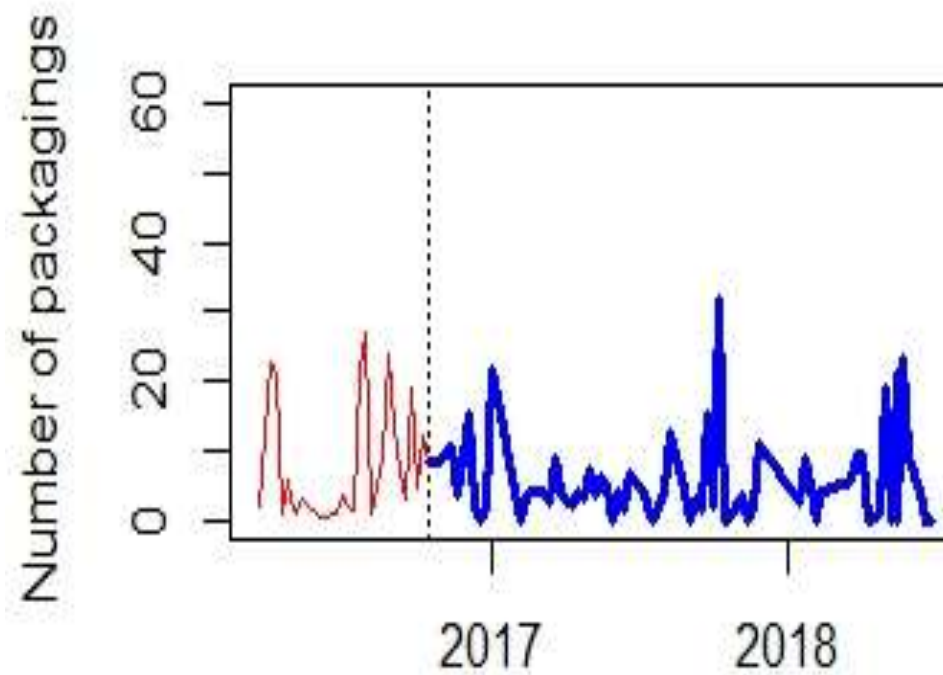
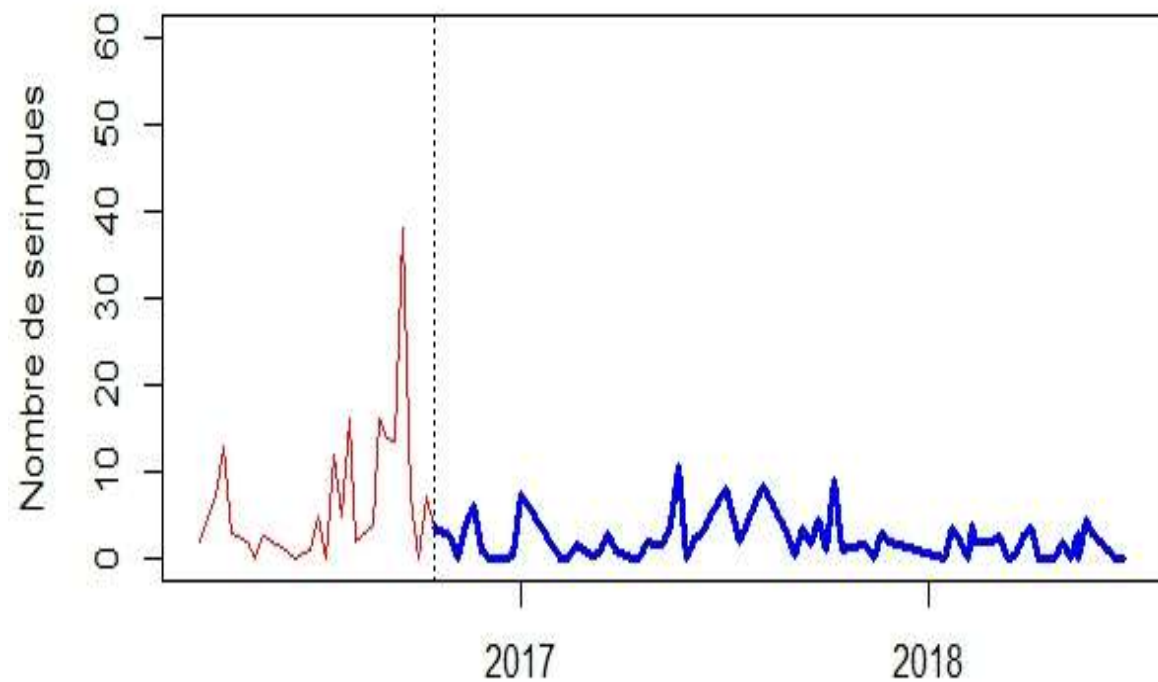
Emballages préservatifs

Emballages seringue/aiguilles

• Séries temporelles



Représentation graphique



Résultats-recensement des traces

- **Baisse significative des seringues trouvées sans aiguille apparente.**
- **Baisse mais non significative des seringues trouvées avec aiguilles apparentes.**
- Parmi les seringues avec aiguilles apparentes, **la proportion de celles ayant des traces de sang augmente.** Mais ce type de trace ne représente que 3% de la totalité des seringues.
- Après prise en compte des facteurs météorologiques, **une baisse globale de 55% des seringues trouvées dans l'espace public peut être attribuable directement à la SCMR (salle et maraudes),** toutes choses égales par ailleurs.
- Cette baisse est confirmée par les entretiens réalisés avec les agents de la propreté.

Volet socio-anthropologique
Entretiens parties prenantes

Nombre et répartition entretiens – volet socio-anthropologique

- Total Entretiens : **160**
- Police/justice : **30** / Propreté/sécurité : **14**
- Santé/réduction des risques : **23** / Politiques : **13**
- Commerçants : **10** / Riverains : **50**
- Usagers de drogues : **30**

- Entretiens avec une dimension rétrospective (avant/après SCMR)
- Réalisés jusqu'en février 2021 : prise en compte de la pandémie de COVID-19 et de l'expérience des parties prenantes sur le temps long.
- Codage et indexation NVivo

Arguments des riverains en défaveur de la SCMR

- Une **stagnation des usagers devant la SCMR**, entraînant du **bruit** et parfois des **bagarres** entre usagers,
- Un nombre et une concentration d'usagers plus importants, avec la mention d'un effet « **pot de miel**» attribué à l'installation de la SCMR,
- La **présence accrue de dealers**,
- La **persistance d'injections réalisées dans l'espace public** dans les rues avoisinant la SCMR,
- La présence de **traces de consommation** dans l'espace public (seringues, emballages, **traces de sang**)
- Des **incivilités** plus globales dans l'espace public telles que les cris, les bagarres, les déjections, l'urine, ...
- La nécessité de **sécuriser les espaces** d'habitation et les parkings.

Enjeux sociaux et politiques / arguments en défaveur

- Au **sentiment de vivre dans un quartier dégradé**, laissé à l'**abandon** par les pouvoirs publics,
- A des enjeux de **salubrité/propreté**,
- À la crainte d'une **détérioration de la réputation du quartier**,
- Au sentiment de vivre dans une **zone de « non droit »**,
- Aux **difficultés dans la cohabitation entre différents publics** dans le quartier,
- A la crainte d'une **déévaluation financière de leur appartement**,
- Au sentiment de **ne pas être entendus par les pouvoirs publics** tant au moment des discussions sur l'implantation de la SCMR que lors de leurs doléances depuis son implantation.

Arguments des riverains en faveur de la SCMR

- Les **troubles à l'ordre public liés à l'usage de drogues pré-existaient** à l'implantation de la SCMR,
- Ces **troubles ont diminué** depuis l'implantation de la salle, même s'ils n'ont pas disparu,
- L'existence de la salle permet d'**avoir des interlocuteurs** (professionnels de Gaïa) en cas de problème et cela rassure,
- La SCMR **favorise une prise en charge sanitaire et sociale efficace des usagers de drogues**, et s'inscrit dans une **dimension humanitaire** vis-à-vis des plus vulnérables,
- Elle permet de **limiter les injections dans l'espace public**,
- Elle a permis de **limiter les intrusions dans les immeubles** car les usagers disposent désormais d'un endroit pour injecter,
- Les troubles à la tranquillité publique qui peuvent persister nécessiteraient **une plus grande amplitude des horaires d'ouverture** de la salle et/ou la création d'autres SCMR à Paris.

Enjeux sociaux et politiques / arguments en faveur

- Vivre dans ce quartier, c'est accepter de **cohabiter avec des publics précaires** et s'assurer qu'ils bénéficient d'une **prise en charge adaptée**,
- S'impliquer dans la défense de la salle c'est également **s'inscrire dans une démarche citoyenne**,
- Et avoir l'opportunité de participer à des espaces de discussion sur l'amélioration de la vie dans le quartier,
- Les discours contre la SCMR stigmatisent les usagers de drogues et sont une forme d'intolérance à combattre.

Mise en perspective – autres acteurs

- Consensus sur le constat que les **scènes de consommation existaient bien avant l'installation de la SCMR.**
- Le quartier de la SCMR n'est pas considéré comme problématique en termes d'ordre public, **pas d'augmentation des actes de délinquance mais poursuite du travail policier / ILS.**
- **Les injections dans l'espace public sont plus rares,** concernent un **nombre restreint d'utilisateurs,** avec des **problématiques psychiatriques,** qui peuvent être mises en scènes (diffusées sur les réseaux : effet d'amplification). Ces actes d'injection se sont **déplacés vers des rues incluant des habitations plus nombreuses.**
- Usagers SCMR : confirment la **diminution des injections espace public,** sentiment de **protection et d'accueil bienveillant dans la SCMR.**

**Analyse Enquête sur les Représentations,
Opinions et Perceptions sur les Psychotropes
(EROPP) - OFDT 2018
Analyses secondaires SCMR - CEMS**

Connaissance et opinions / SCMR – EROPP 2018

- **82,1%** des Français ont déjà entendu parler des salles de consommation.
- **80,2%** des Français y sont favorables.
- **75,9%** des Français pensent que les salles de consommation devraient être ouvertes dans d'autres villes.
- **55,1%** des Français sont favorables (« tout à fait d'accord » ou « plutôt d'accord ») à l'ouverture d'une salle dans leur quartier.

Variables sociodémographiques associées aux opinions

1. Variables associées à une opinion favorable vis-à-vis de la SCMR

- **Etre âgé de 45 à 64 ans**
- **Les catégories socio-professionnelles les plus favorisées**
- **Etre très bien ou plutôt bien informé sur les drogues**
- **Avoir expérimenté des produits au cours de la vie (alcool, cannabis et autres drogues)**

2. Variables associées à une opinion défavorable

- **Pratiquer une religion et fréquenter un lieu de culte régulièrement,**
- **Se positionner politiquement à droite ou très à droite**
- **Etre en désaccord avec la légalisation du cannabis**
- **Etre préoccupé par l'insécurité de manière globale**

Conclusion

- **L'acceptabilité sociale de la SCMR a augmenté** en population générale et **consensus** observé chez les professionnels du soin et de la réduction des risques.
- La **physionomie du quartier** d'implantation de la SCMR s'est **globalement améliorée / injections dans l'espace public**.
- Des **expériences diversifiées pour les riverains**, certains exprimant une **détérioration** voire une **souffrance/vécu** dans le quartier, d'autres une **amélioration** et un **sentiment de sécurité** grâce à l'implantation de la SCMR.
- **Politisation et professionnalisation des collectifs et durcissement des positionnements**.
- **Confusion des publics / confusion des combats / confusion attribution des troubles à l'ordre public à la SCMR**.
- Nécessité de renforcer les **maraudes sociales** et les actions de **médiation**.

Publications (1)

- Jangal C, Dambélé S, Lovera M, Jauffret-Roustide M. Sociological and spatial dynamics of an evolving Parisian open drug scene: the case of the "Colline du Crack", *Drug and Alcohol Today*, 2021.
- Germes M, Werse B, Jauffret-Roustide M. Drug places: between knowledge and representations. *Drug and Alcohol Today*, 2021.
- <https://theconversation.com/drogues-dans-lespace-public-quelle-ethique-de-la-ville-pour-les-candidats-aux-presidentielles-169141>.
- Cadet-Tairou A, Gandilhon M. Jangal C, Jauffret-Roustide M. Étude Crack en Ile de France, Note Inserm-OFDT, janvier 2021, 25 pages.
- Jauffret-Roustide M. Entre limites du modèle prohibitionniste et résistances à la politique de réduction des risques. L'exemple des salles de consommation à moindre risque. *Cahiers Droit, Santé et Technologies*, 2020, 10 : 23-33.
- <https://theconversation.com/les-villes-face-a-lusage-de-drogues-dans-lespace-public-quels-modeles-hors-de-nos-frontieres-133083>.

Publications (2)

- Jauffret-Roustide M & Caillbault I. Drug consumption rooms: comparing times, spaces and actors in issues of social acceptability in French public debate. *International Journal of Drug Policy*, June, 56, 2018: 208-217.
- Jauffret-Roustide M, Pedrono G, Beltzer N. Supervised consumption rooms: the French paradox. *International Journal of Drug Policy* 2013, Nov 24 (6): 628-30.
- Jauffret-Roustide M. Les salles de consommation à moindre risque : apprendre à vivre avec les drogues. *Esprit*, n° 429, novembre 2016 : 115-123.
- Jauffret-Roustide M. Les salles de consommation à moindre risque. De l'épidémiologie à la politique. *La Vie des Idées*, 23 janvier 2015.
- Jauffret-Roustide M. Les salles d'injection, à la croisée de la santé publique et de la sécurité publique. *Métropolitiques. Revue électronique internationale de sciences sociales sur les politiques urbaines*, mars 2011.